la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

Numéro 12 • Mercredi 12 Novembre 2014 • 50 centimes

MIGRANTS SANS-PAPIERS, PERSÉCUTÉS, NOYADÉS, MASSACRÉS MARTYRS DE LA LIBERTÉ ET DE L'HUMANITÉ SANS FRONTIÈRES

Combien de morts ? Personne ne sait, personne ne saura jamais.

Pour qu'enfin apparaisse publiquement la véracité du cri d'alarme lancé depuis bien des années par les migrants subsahariens : la traversée de la Méditerranée se fait au prix d'énormément de noyades, il aura fallu qu'un pays, l'Italie, y déploie pendant un an les moyens de sa marine militaire (coût affiché entre 9 et 10 millions d'euros par mois) : officiellement, pour sauver les migrants, en fait pour mettre la pression médiatique sur l'Europe et la faire participer aux frais des contrôles de ses frontières sud. Dès lors, le nombre de morts est apparu impressionnant : depuis janvier « au moins 3300 », écrit *Le Monde.fr* du 31 octobre, et l'Organisation internationale pour les migrations en comptait 3072 le 29 septembre.

On ne dira jamais assez que de tels chiffres globaux sont calculés d'après les informations disponibles (assez souvent contradictoires) sur les noyades et naufrages. Ceux dont il ne reste ni survivants ni témoignages disparaissent de l'histoire. Celui du 14 juillet (109 morts), par exemple, sur lequel portent témoignage les familles dans l'article p. 2, ne figure pas (ou sinon il y a erreur de date, 30 au lieu de 14) sur la liste du blog *fortresseurope.blogspot.com/* (en italien), la plus complète en ligne (depuis 1988).

Le jeune Africain qui quitte son village ou sa ville pour aller chercher du travail à l'étranger, y est poussé souvent par sa famille, souvent par sa seule détermination, toujours par la misère sociale et le manque de perspectives d'avenir dans ces régions délaissées de la périphérie du monde capitaliste. Il est jeune et souvent très jeune (à peu près un mineur sur trois migrants, d'après l'expérience récente de la Coordination de sans-papiers parisienne, Csp75), dans une complète ignorance de ce qui l'attend, même lorsqu'il vient d'une capitale et ville universitaire (comme nos deux étudiants en droit de Bamako, article p. 4). Pendant son voyage il est littéralement spolié de tout, non seulement de son argent (souvent les économies de toute une famille), mais même de ses documents et titres précieusement gardés sur lui… « Clandestin », un tel jeune désarmé en face d'épreuves inimaginables ? Le définir tel ne fait pas seulement offense à sa personnelle et terrible expérience d'entrée dans la vie, mais porte atteinte au plus simple bon sens et vérité générale humaine.

Heureusement, il ne manque pas les migrants assez débrouillards pour se tirer d'affaire où qu'ils soient, quoique tout aussi jeunes et risquant de même leurs vies (ainsi les trois Camerounais de l'article p. 8). Puis il y a ceux rejetés sur les côtes européennes contre leur gré, que seule la politique africaine de tel ou tel pays européen chasse d'Afrique (ainsi les Maliens du collectif « Baras », article p.11).

Récemment, douze journalistes européens ont mené une enquête en confrontant les données des sources majeures d'information. De 2000 à 2013 y compris, ils ont compté 23598 morts en Méditerranée, presque 1700 par an (*http://stories.dataninja.it/themigrantsfiles/* - en italien). Un chiffre qui justifie largement le sentiment des migrants subsahariens d'une guerre « sans nom » menée contre eux (articles p. 4 et 8). Or il faudrait y ajouter au moins les morts avant d'embarquer, de la main des passeurs ou des policiers, et ceux abandonnés en plein désert.

Les rescapés de la mer, que trouvent-ils à l'approche de notre rive, ou une fois débarqués sur le sol européen ? L'agence Frontex. Les « opérations » (pour ne mentionner que ça) nouvellement lancées « Triton » et « Mos maiorum ». Et des polices d'État toujours prêtes à les repousser en violation de leurs propres règles. Si ce n'est pas une guerre sociale, qu'est-ce que c'est ?... À chaque clôture rajoutée à leurs frontières, les pays européens signent l'arrêt de mort de milliers de personnes. Ce que subissent aujourd'hui les migrants « sans papiers » aura un jour sa place, pour les générations d'un monde sans frontières, à côté des deux crimes majeurs de la civilisation européenne, la traite des esclaves et le colonialisme.

Familles de Bafoulabé, Mali

Nous comptons nos morts
Assez, le trafic d'êtres humains !

Le 14 juillet dernier une embarcation de fortune, parmi tant d'autres, a naufragé au large des côtes de la Libye, emportant sa cargaison de vies humaines. À son bord, 110 jeunes Maliens venant la plupart du cercle de Bafoulabé, au sud-est de Kayes, à l'ouest du Mali. Un seul rescapé.

« *Les médias nationaux français excepté RFI n'ont même pas donné la nouvelle* », dit Diaby. C'est un constat amer, dans la bouche de ce travailleur malien immigré en France en 1979. Amer et édifiant sur la qualité et la déontologie de l'information faite en France sur les noyés de l'autre rive, ces milliers de « morts de la mer » que l'impudence légale d'État continue d'appeler des immigrants « clandestins ». Que l'on pense à ce que les médias nous auraient passé si l'inverse s'était produit : si, démarrée de cette rive vers la rive africaine avec à son bord 110 vaillants jeunes Français, l'embarcation en avait emporté 109 et qu'il n'en restait qu'un, un seul survivant à moitié mort, pour en faire le récit. Que l'on pense au flot d'« émissions spéciales », à coups d'« experts », « spécialistes » pour « tout savoir »... À fort bon droit, dira-t-on. Sans aucun doute. Mais pourquoi, de grâce, les 109 jeunes et vaillants Maliens morts de la sorte pour venir en France (personne en France n'ignore que les migrants maliens vers l'Europe viennent en France) n'y ont même pas eu droit à une brève de nos actualités ?

« *C'est que*, répond Sissoko, porte-parole de la Coordination parisienne de sans-papiers (CSP75), présent à l'interview, *rien n'est plus normal que des nègres qui meurent. La mort d'un esclave n'est pas une nouvelle sauf si c'est utile à son maître. Les Français ont bien expliqué aux Italiens que leur opération maritime de sauvetage de migrants ne sert pas les intérêts européens et français, ça fait "appel d'air". Il faut donc que nos jeunes meurent, plus il y en a, mieux c'est ; il y en aura moins d'arrivés sur le sol français. Que ça se sache, il le faut, un peu, pas trop. Des gens pourraient finir par s'apitoyer sur notre sort, ça pourrait coûter cher aux finances d'un État et d'une société riches de l'exploitation des pays et des peuples d'Afrique, et puis aussi aux fortunes électorales d'un tas de monde. Aujourd'hui on ne nous tue plus à coups de fouet, d'un coup de mousqueton, ou la corde au cou, tout bonnement, comme dans le temps, c'est clair. C'est avec d'autres méthodes qu'on nous tue, on crée les conditions pour qu'il y ait beaucoup de gens pour profiter même de notre extrême misère. Où se trouve la vraie barbarie, aujourd'hui ? il faut se le demander : chez les tueurs aux mains sales, ou chez ces politiciens menteurs qui, en disant le contraire, en arborant cravate et mains propres, font tout pour que prolifère la masse des massacreurs potentiels ?* »

Après ce grand malheur qui les a frappées, les familles maliennes originaires du cercle de Bafoulabé et celles de la région parisienne se sont réunies. Diaby Bakou est leur représentant. Écoutons sa parole posée, précise et triste.

« Nous avons appris la nouvelle par nos familles au Mali. Elles l'avaient apprise par le maire qui avait été appelé par le passeur malien de Tripoli. Ce passeur a appelé après seize jours, et nous avons cru que le naufrage avait eu lieu le 28. Mais ensuite on a su par le seul survivant que c'était le 14. Plus de 80 victimes de notre cercle ; 24 de ma seule famille ; famille élargie, au sens africain, répartie sur quatre villages. 19 Diaby, 2 Dramé, 1 Sako, 1 Wane, 1 Kebé. De ces 24, trois corps seulement ont été retrouvés.

« Tout le cercle est en deuil. Jamais un si grand malheur n'y était arrivé. Un tel nombre de jeunes, l'espoir des familles, perdus d'un seul coup ! Nous les parents de France on savait qu'ils allaient arriver, mais aucun ne savait par quel moyen, nous étions loin d'imaginer des conditions si terribles. Nous avons recueilli des renseignements, depuis : tout y est terrible.

« Le voyage est payé le plus souvent par les familles en Europe ; le prix minimum est prohibitif pour la pauvreté qui règne au pays, il dépasse le million de francs CFA. Mais il y a aussi des jeunes qui décident tout seuls de partir, sans rien dire. Ils en ont marre de rester là et d'être des pauvres démunis de tout, incapables d'aider leurs familles ; ils espèrent une vie meilleure. Ils partent sans le sou ou presque, ils s'arrêtent à chaque étape, ils se font surexploiter pour gagner assez jusqu'à l'étape suivante. Tous, les uns comme les autres, vont d'abord à Bamako. C'est là qu'il y a les vrais passeurs, les "coxeurs" qui se chargent du transport, ceux qu'il faut payer. Tout le monde sait ça, les jeunes en parlent entre eux ou quand leurs copains partis avant les appellent au téléphone ; et il y a aussi le bouche-à-oreille.

« De Bamako à Tripoli, ils voyagent séparément ; c'est-à-dire qu'à Gao ou Agadez, selon la route empruntée, des convois sont formés avec des gens de nationalité différente qui ne se connaissent pas, faciles à manier. Puis à Tripoli, les jeunes sont souvent placés dans des foyers de Subsahariens d'où ils ne sortent pratiquement pas ; en ville les Libyens sont rudes, les maltraitent souvent. C'est au moment d'embarquer qu'ils en sortent ; impossible alors de revenir en arrière, c'est la mer.

« On a un seul témoignage, celui du survivant. À la mi-août je l'ai eu au téléphone. Il restait sous le choc, il avait du mal à parler. Une fois partis, trois ou quatre heures après, le bateau (un grand canot gonflable) a commencé à se pencher du côté de la poupe, des gens sont tombés à l'eau. Les autres doivent avoir suivi, le canot s'être dégonflé, je suppose. Le jeune ne me l'a pas dit, je n'entendais plus sa voix. Quand il a pu reparler, il m'a dit qu'il s'est accroché à une planche qui a échoué sur la plage, des Libyens l'ont secouru. Les témoignages d'autres migrants m'ont appris que ces canots sont préparés à la hâte, avec des planches de bois. Ils ne sont pas faits pour naviguer, juste pour s'éloigner du rivage, assez pour être aperçus par la marine italienne. Du coup ça se perd facilement en mer. Avant d'embarquer, les passeurs dépouillent les migrants de tout, passeports, actes de naissance, tout, et aussi les ceintures et les portables et tout l'argent qu'ils ont sur eux. Ils nomment une personne et lui expliquent comment s'orienter à l'aide d'une boussole ou d'un GPS, puis ils les poussent, les abandonnent à la mer.

« Depuis de nombreuses années les familles des Maliens de France demandent à l'État malien que le développement économique et social des régions les plus pauvres devienne une priorité nationale. Jamais rien n'a été fait. C'est de ces régions que viennent la plupart des jeunes qui émigrent. Cette tragédie qui a frappé maintenant notre cercle et le pays tout entier nous fait demander que le développement des régions pauvres devienne la grande cause nationale malienne, seul moyen de stopper la saignée des forces vives du pays. C'est au gouvernement de trouver les moyens, c'est pour cela que le peuple les a élus. À la réunion des familles avec les sages, le 14 septembre à Bagnolet, il y avait aussi deux représentants du gouvernement. Le vice-consul et le représentant du ministre des Maliens de l'extérieur ont dit des choses que les familles partagent. Mais nous en avons assez de beaux mots, il nous faut des actes, des faits concrets.

« Nous n'avions jamais soupçonné la dangerosité de cette traversée. Nous savions que nos jeunes prenaient "le bateau", sans plus. On pensait à un bateau normal. Nous savons maintenant que ce n'est pas du tout ça. Aux États, nous demandons de faire cesser ce trafic d'êtres humains. »

Anzoumane Sissoko, Csp75

Majorité et minorité : les minorités y passent

Nous avons mené notre enquête auprès des familles à Paris, à Bamako, aux villages. Il apparaît que si ce naufrage a eu lieu *[voir article p. 2]*, c'est à cause des méthodes de la filière des passeurs. Un des responsables est originaire de Sélinkégny, cercle de Bafoulabé. Il avait un correspondant passeur malien en Libye, chargé de prendre les « clients » à Bamako, à Gao. Après le désert (soit par le Niger soit par l'Algérie), ils travaillent avec les passeurs libyens qui font construire à peu de frais des barques destinées à disparaître en mer. Tout ce qu'ils perdent, eux, c'est les moteurs. Comment s'y prennent-ils ? Ce qui suit pourra sembler une histoire à dormir debout, mais c'est ce qu'ils font. De vrais criminels assassins.

Quand ils embarquent des gens, il y a une majorité, par exemple malienne, et des minorités, par exemple sénégalaise ou mauritanienne, etc. Les passeurs savent qu'au large ça devient impossible de continuer sur de telles barques surchargées, et ils conseillent les gens de la majorité, quand il semble probable que le bateau va couler, de diminuer la charge, le nombre de personnes, sinon de toute façon tout le monde va y passer, c'est inévitable. Il vaut mieux limiter les dégâts. Alors la majorité qui est dans le bateau jette les minorités par-dessus bord. Souvent, ceux qui en savent quelque chose le remarquent à l'arrivée : les minorités n'arrivent pas en Italie. Si la majorité est sénégalaise, un certain point une fois atteint, la minorité malienne disparaît dans les eaux, et vice-versa.

Cette fois, que s'est-il passé exactement ? Ils ont mis dans le même bateau des gens qui venaient de la même région, de la même commune, il n'y avait pas de majorité et de minorité. Au moment donné, si le bateau va couler, c'est pour tout le monde. Car tout le monde se connaît, pas question de jeter X ou Y par-dessus bord. C'est ce qui s'est passé, ils étaient tous condamnés à attendre la mort.

Le bateau, il faut le souligner, pour se faire une idée assez claire du tableau d'ensemble, est parti le 14 juillet des côtes libyennes. Normalement ça dure entre deux et quatre jours. Le 20 il n'y a toujours pas de nouvelles, des familles commencent à s'inquiéter. Elles appellent un peu partout. Le passeur malien qui est en Libye sait que le bateau a coulé mais il ne dit rien. Il y a 80 autres candidats qui attendent, il ne veut pas perdre ce marché.

L'État et les familles

Le 14 septembre, pour commémorer les 109 morts par noyade du 14 juillet, et pour débattre des moyens de prévenir de tels drames, se sont réunies à Bagnolet avec les sages les familles maliennes de la région parisienne. Était présent, comme représentant du gouvernement malien, le vice-consul, et il est intervenu deux fois : d'abord pour affirmer, ensuite pour nier, que le gouvernement vise à *« lutter contre ce phénomène »* (de *« l'émigration clandestine »*) en faveur de la seule *« émigration légale »*. Une fois les débats clos, et l'assistance déjà en train de partir, voilà que s'amène d'un pas ferme un homme bien bâti, bien portant, bien mis, la quarantaine à peu près, entouré de deux autres plus jeunes mais tout aussi en costard et costauds. C'était le réprésentant du ministre des Maliens de l'extérieur venu pour dire : que *« le gouvernement a mis en place un système pour rapatrier ceux qui prennent la route du désert »*, mais que, vu l'insuffisance des *« moyens »*, *« il est difficile de récupérer »* tous ces gens, enfin que *« les enfants de douze ans qu'on envoie dans le désert, c'est insupportable »*, *« c'est criminel »*, donc *« le gouvernement doit avoir les moyens de poursuivre les parents »*.

Quelques minutes plus tard, alors qu'à quatre on s'affairait autour d'un sage tombé dans le raide escalier en piètre état menant à l'immeuble de la salle prêtée par la mairie (blessé à la figure, à la tête, septuagénaire... et les pompiers, puis un médecin, qui rechignent à venir, c'est dimanche), voilà les trois costumes-cravates au pas élastique descendre à leur tour le large escalier. Celui du milieu, qui tout à l'heure répondait aux demandes de développement des régions pauvres du Mali par la criminalisation de l'extrême pauvreté des familles, jette à peine un regard distrait sur le vieillard chenu étendu à terre et sans un geste d'hésitation passe son chemin avec son escorte. Plus que le vice-consul, ce beau monsieur gouvernemental est la photocopie de ce qu'est l'État exporté en Afrique et notamment au Mali.

Mais avant d'en dire un mot, ces quelques paroles dites à la réunion, qui ne méritent pas de s'envoler dans l'oubli : *« Au Mali, on a fait acceptable l'inacceptable... Les trafiquants, tout le monde les connaît... Quelle famille peut dire je n'ai rien perdu : aucune !... Le Malien a peur de la prison ; ça, c'est sa dignité [une raison de suicide des migrants]... Des milliers de gens ! ceux qui sont en Libye, ceux qui sont en attente de la mort !... »* Et une femme : *« Plus jamais ça ! morts pour rien !... C'était lui mon espoir, et il est mort ! »*

L'État est une institution moderne. Sa notion, en tant qu'objet de pensée, n'a pas plus de cinq siècles, le mot même, en son sens propre, n'existait pas auparavant. Les premiers observateurs de l'État l'ont vu surgir des « guerres de religion » (des chrétiens européens entre eux) et des guerres sociales les plus acharnées, de la criminalisation féroce des masses pauvres, au cours de l'appauvrissement général, devenu endémique, des populations (comparable à celui des paysanneries africaines de nos jours). On peut résumer en trois phrases simples ce que ces observateurs en ont retenu. Impossible de gouverner sans mensonge et sans crime, seul l'État peut gouverner la société. Il lui est essentiel, il évite la guerre civile permanente par l'appropriation de la violence, dont il fait son exclusivité. Par ses lois il crée le droit de propriété et la classe des propriétaires, il les garantit dans leur droit par le respect des lois imposé à tout le monde par sa puissance armée unique.

L'État n'est jamais abstrait, même quand il paraît le contraire : une entité distante insaisissable. Il se compose d'un grand nombre d'hommes dont les vies dépendent, directement ou indirectement, de lui, tels ses fonctionnaires ou les propriétaires. Né de la division des hommes, c'est là sa substance. L'entretenir, la garantir, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, c'est sa raison d'être. Riches et pauvres, bourgeois et prolétaires, citoyens et « étrangers »... toujours une partie de la population vit aux dépens de l'autre, grâce à la force armée de l'État.

Des pays européens ont paru, à un moment donné, s'écarter de ce modèle, cela fut le fruit de circonstances uniques dans l'histoire. Armés du sens immédiat de la transformation de la production sociale et politique en cours, forts de la supériorité technique des armes que l'état de guerre permanente leur avait forgées, ces pays se sont lancés à la conquête du monde d'une manière jusque-là inédite. Par la traite des esclaves ils ont accumulé les richesses du grand bond en avant capitaliste ; par le grand pillage colonialiste ils ont acheté la paix sociale intérieure.

Aujourd'hui, le reste du monde n'est plus un espace « vide et sauvage » à la disposition du premier venu. L'« État-nation » est un mort vivant ; même là où il a vu le jour il coûte beaucoup trop cher à tenir en vie. Pourquoi cet anachronisme de vouloir l'imposer partout en modèle d'organisation de la modernité ? Le pillage des richesses ne fait aucun doute ; mais il faut sortir des schémas reçus. Par le nombre de ses jeunes volontaires et entreprenants comme par ses richesses, l'Afrique fait peur. Son essor peut ébranler les équilibres établis, emprunter des voies inconnues. L'Afrique n'est pas encore tout à fait acquise au monde capitaliste tel qu'il est.

MIGRANTS SANS-PAPIERS MALIENS

Une guerre qui ne dit pas son nom

Djibril et Lamine, jeunes frères sans-papiers, natifs de Bamako, ex-étudiants en droit, sont arrivés en France depuis peu. Partis respectivement en février et en mars derniers, ils ont pris, parcours obligé pour tant de migrants subsahariens plus ou moins désargentés, la route du désert en passant par la Libye, puis la Méditerranée et l'Italie.

« D'abord, au Mali, depuis le début de la guerre dans le nord, l'université est en crise permanente : grèves illimitées des professeurs sans paye, grèves illimitées des étudiants pour leurs droits. Aux revendications traditionnelles (avant tout les bourses, sans bourses les étudiants des familles modestes ne peuvent pas poursuivre leurs études) s'ajoute aujourd'hui celle du droit à des cours réguliers, sans années blanches : ça a été le cas en 2012, et ça a risqué de l'être aussi en 2013.

« Puis il y a le fait que les titres publics maliens ne servent pas à grand-chose, le nombre des places est très limité, et sans relations tu n'as aucune chance de trouver un emploi. Les bons boulots sont réservés aux enfants des riches, qui ont des diplômes étrangers. Même les facs privées, à part qu'elles sont chères et réservées aux élites, leurs titres ne sont pas aussi compétitifs sur le marché du travail que les titres français. Nous avons tous les deux adressé à des universités françaises nos dossiers pour venir étudier en France : réponses négatives, sans même nous dire le motif. Tant qu'à perdre encore des années pour rien, après deux ans de tentatives vaines, nous avons décidé : venir ici voir si on trouve du travail, et, qui sait, avec un peu de chance, même poursuivre nos études. »

La décision de tenter l'aventure a été prise d'un commun accord. D'abord est parti Djibril plus âgé (21 ans), ensuite Lamine, de deux ans plus jeune :

« J'étais le seul de la famille à savoir du départ de mon grand frère. Nous étions d'accord : si tout se passait bien, il m'appellerait d'Italie et je partirais à mon tour. »

Par de petits boulots, notamment dans le bâtiment (Djibril aussi dans l'hôtellerie et, vraie chance, dans des spots de pub pour la télé), les deux frères ont épargné pendant deux ans et pu payer aux passeurs maliens le prix (tout compris, et fixé « à la tête du client ») de Bamako jusqu'aux côtes italiennes : Djibril un million 150 mille francs CFA (environ 1750 euros), et Lamine un million 50 mille, de grosses sommes pour de jeunes Bamakois. En Méditerranée, ils ont trouvé du beau temps et la mer plate, aussi peuvent-ils apporter aujourd'hui leur témoignage.

Djibril. Je ne suis pas passé par le nord du Mali à cause de la guerre. Je suis passé par le Burkina et le Niger. En bus jusqu'à Agadez, presque 2500 km : un voyage extrêmement fatigant. Les bus se relayaient, les policiers nous arrêtaient le long des routes, et il fallait à chaque fois payer la « taxe » : ou tu payes ou on t'amène au poste, et tu paieras quand même. Mais entre-temps tu auras perdu ton bus.

À Agadez, j'ai rejoint un convoi de cinquante migrants et nous voilà partis sur deux pick-up pour une course folle à travers le désert : deux jours et deux nuits pour faire près de 1400 km de pistes jusqu'à la ville de Gatrun en Libye. Pour tenir à 25 dans une de ces voitures, il y a une disposition en rangs serrés à respecter, et dès que tu as pris place assis sur le bord de l'arrière, les jambes pendant à l'extérieur, les mains accrochées à la barre de fer pour ne pas tomber dehors, collé à des gars à droite à gauche, et avec au dos les autres se tenant debout tassés comme des sardines, tu ne peux absolument plus bouger. Les chauffeurs conduisent à toute vitesse risquant à tout moment de capoter, surtout dans les descentes des dunes, mais si c'est toi qui bouges, pris de crampes et de douleurs aux jambes, aux bras, partout, alors tu fais bouger tout le rang et tu compromets « la stabilité » : ils s'arrêtent, ils descendent, te frappent à coups de bâtons, te menacent de mort avec un pistolet « si tu bouges encore ». Nos deux chauffeurs (un par voiture) étaient de véritables fous, superarmés : kalachnikov et tout. De surcroît rien à manger, rien à boire, impossible de faire ses besoins sauf s'ils s'arrêtaient un moment à leur fantaisie. Il fallait alors rester sur le qui-vive, si tu te laissais aller à la fatigue tu risquais d'être abandonné en plein désert, car ils redémarraient tout à coup sans prévenir personne. Il faut y être passé, pour savoir ce qu'est un tel voyage.

On a changé de voitures et de chauffeurs à moitié route, à Dirkou, bourg plein de soldats. On a été contrôlés, fouillés, « taxés » comme par les policiers nigérians, alors on a pu repartir. Après, pour passer la frontière, on a encore payé vingt dinars par tête aux soldats libyens. À Gatrun les chauffeurs ont disparu pour reparaître deux jours plus tard et nous annoncer que nous avions à payer chacun trente dinars jusqu'à Sebha. Nous avions déjà payé à Bamako pour cette destination, et, après les « taxes » aux policiers et aux soldats, personne n'avait plus rien ou presque. Ils nous ont amenés à la « maison de paye » : dans l'attente que nos familles paient pour nous. J'ai appelé la mienne, le passeur de Bamako a été payé et a appelé que c'était bon. J'ai été amené à Sebha après quatre jours de séquestration ; j'ignore ce qu'il est advenu des autres. Tous les migrants que j'ai croisés dans le désert étaient de pauvres gens partis à l'aventure comme moi, personne ne savait ce qui nous attendait là et puis en mer. À Bamako on m'avait dit qu'en Libye il y avait eu des morts, mais je suis parti quand même. Des amis à moi étaient bien passés, ils n'avaient pas été tués. Tout jeune Africain vous le dira : même quand on te tire dessus, on peut toujours te manquer.

À Sebha, j'ai passé une nuit dans une sorte de foyer nigérien où il y avait plein de monde, même des petits enfants. Tout le monde enfermé. Avec d'autres j'étais dans la cour. Et rien de prévu pour manger. Heureusement j'avais acheté des baguettes en arrivant en ville. On m'avait dit qu'il fallait de trois à cinq jours pour Tripoli : vu l'expérience précédente, je voulais avoir quelque chose à mettre sous la dent pendant le voyage. Au réveil, mon sac était vide : des gens affamés s'étaient servis. Au petit matin, pour sortir de la ville nous étions une dizaine dans un pick-up : une rangée couchée sur le côté, et une deuxième sur la première, de sorte à nous cacher aux regards. On nous a fait descendre dans une ferme loin de la ville, on ne l'apercevait même plus. Deux autres pick-up sont venus, avec des gars couchés pareil, et ils sont repartis. Puis deux autres, chacun avec une dizaine de personnes. C'est sur ces deux-là qu'on nous a fait monter. Mais avant, les quatre chauffeurs armés nous ont fait jeter nos sacs sans nous donner d'explication (on ne t'explique jamais, on te commande, tu obéis et c'est tout), et nous voilà partis pour Tripoli, dépouillés de tout (sauf nos documents, ceux qui ne les avaient pas laissés dans les sacs), et disposés de même qu'au Niger, mais dans des pick-up plus petits.

Le premier jour a été le plus dur. Pour rien au monde je ne voudrais en refaire l'expérience. Les chauffeurs étaient

encore plus fous qu'au Niger. Debout, balloté dans tous les sens, mes épaules et mes bras cognant sans arrêt contre ceux des gars à mes côtés, je serrais la barre de fer avec la force du désespoir. Sans manger et sans boire, après quelques heures j'étais si exténué que je me sentais défaillir, j'étais tenté de lâcher prise : ainsi ce serait fini ! mieux renoncer et mourir. Je ne sais pas comment j'ai tenu bon. Finalement vers le milieu de l'après-midi on est arrivés à une route goudronnée où deux autres pick-up nous attendaient. On est repartis aussitôt. Personne n'a donné à boire aux bêtes épuisées et assoiffées que nous étions.
C'était la route pour Tripoli. Mais nous l'avons bien vite quittée, on apercevait au loin un barrage de la police. Mais voilà que derrière nous un camion s'est mis à klaxonner pour signaler notre présence et notre tentative de fuite. Un pick-up armé d'une mitrailleuse s'est alors détaché du barrage et a commencé à nous poursuivre sur le sable, les policiers hurlaient de nous arrêter, menaçant de tirer, mais nos deux pick-up fonçaient à toute allure, nous étions morts de peur. Quand les policiers ont réussi à nous couper la route, nous nous attendions au pire. Nos chauffeurs sont descendus et leur ont parlé. L'affaire a été très vite réglée. Je n'ai pas vu s'ils ont reçu de l'argent, mais nous sommes repartis et les policiers aussi.
Au crépuscule, nous sommes descendus dans un village où nous avons pu boire. On nous a apporté des pâtes, de l'huile, de quoi cuire un repas. Nous étions sous une espèce de tente à l'air inhabitée. Plus tard pourtant deux Maliens et deux Sénégalais sont arrivés, c'était leur tente. Ils avaient été abandonnés par leur passeur. Ils l'avaient payé pour aller de Sebha à Tripoli mais, arrivés dans ce village, il s'était barré. Ils étaient là depuis un mois, sans argent et cherchant du travail. Depuis, ils travaillaient en effet : pour un Libyen qui refusait de les payer et les tenait sous la menace de ses armes et de les dénoncer s'ils s'enfuyaient. Le lendemain matin nous sommes partis les laissant sur place, ils n'avaient pas l'argent pour se joindre à nous.
Nous avions de nouveau changé de pick-up et de chauffeurs, et à partir de là ces changements ont été nombreux. Alors qu'on souffrait toujours de la soif et de la faim, cela nous a retardés beaucoup : dix jours en tout entre Sebha et Tripoli, moins de 800 km de route normale, mais nous avons emprunté tous les détours possibles et imaginables. Une partie de la première nuit nous l'avons passée assis sur une bâche sous la pluie, armes braquées sur nous, avant de reprendre la route. Les pick-up avaient une bâche cette fois, mais cet abri n'a pas rendu le trajet moins dur. Obligés de rester assis et tassés dans un espace encore plus restreint, on ne pouvait pas bouger, tout le monde avait très mal aux jambes.
On nous annonce Tripoli !... Et on nous fait descendre dans une espèce de ferme si isolée qu'on ne voyait alentour aucune maison. Mais nous n'étions, nous a-t-on dit, qu'à 80 km de la capitale. Il y avait là beaucoup de monde, entre deux ou trois cents personnes au moins. Sans toilettes, juste de l'eau en bidons pour nous désaltérer. On était tous sous clé dans des espaces extrêmement réduits. Un gardien nous a vendu des biscuits, on a pu grignoter. On attendait là d'aller en taxi chez le passeur en ville. En taxi pour passer inaperçus. À bord on te fait tenir la tête repliée sur tes genoux, et j'ai entendu dire qu'ils mettent des gens même dans les coffres.
À Tripoli, je n'ai pas été comme d'autres dans un foyer. On m'a dit que ces foyers sont des endroits dangereux, surpeuplés. Les Libyens viennent faire du mal aux personnes, les voler, les kidnapper pour les faire travailler gratuitement, les Subsahariens n'ayant pas la possibilité d'aller se plaindre à qui que ce soit. Le passeur m'a mis dans une chambre toute petite où j'étais seul. Puis d'autres sont arrivés, nous étions cinq dans l'attente d'embarquer. Il y avait de l'eau courante, les toilettes, de quoi préparer à manger, mais c'était l'hiver, on tremblait de froid. Au bout de trois jours on nous a amenés ailleurs, et une semaine après dans une villa abandonnée à un jour de route de la ville. Peu après, nous revoilà en chemin : je dis bien en chemin, car nous avons gagné à pied une maison étrange dépourvue tout à fait de portes, on est entrés en passant par les fenêtres. Deux jours après d'autres sont arrivés, nous étions 102 en tout : le convoi qui devait embarquer. Cette maison, j'y ai passé neuf jours. Quand j'y pense, ça me soulève le cœur encore aujourd'hui. Auparavant, je croyais avoir touché le fond du dégoût, mais là, rien que l'odeur, c'était quelque chose d'épouvantable. Les passeurs en partant fermaient les fenêtres de l'extérieur, et il y avait en plus une forte odeur de gaz et de chiottes bouchées, des gens étaient malades et vomissaient. Quand quatre gars ont réussi à s'enfuir, cela a été encore pire, les passeurs ont condamné toutes les fenêtres en les bloquant avec des crochets. J'étais si dégoûté que j'avais perdu tout goût de la vie, tout espoir et toute force morale, je ne voulais plus continuer. Vrai, je ne désirais que rentrer chez moi au Mali, mais comment ? Quand tu es dans les mains des passeurs, tu n'es plus un homme, tu es leur chose. Ils font de toi ce qu'ils veulent. C'étaient mes pensées.
Le jour après la pose des crochets, nous avons dit aux passeurs : ça suffit comme ça, ou bien on embarque ou bien on va tout casser. Ils ont répondu d'accord, on y va demain. Le matin suivant nous voilà débarqués dans une autre villa abandonnée, mais seuls y étaient ceux « en règle », ceux pour qui les passeurs précédents avaient réglé aux passeurs de la mer les sommes convenues. Dix gars étaient restés là-bas.
Cette fois la villa était au bord de la mer. Cette vue (c'était la première fois de ma vie), ça m'a fait vraiment quelque chose. L'infini des eaux et celui du ciel, la lumière différente, l'odeur différente, un autre monde... En voyant cette mer, j'ai senti mon courage revenir.
Puis j'ai vu sur la plage des gens occupés à construire les bateaux pour migrants, notre bateau. En les voyant, en voyant ces frêles embarcations équipées de moteurs horsbord, tout ce qu'il y a de plus loin de l'idée qu'on peut se faire d'un bateau de passagers, en les comparant à l'immensité de l'étendue d'eau devant moi, j'ai senti mon courage de nouveau s'en aller. Quelle folie !... si j'avais su !... Avant mon départ de Bamako, en parlant avec d'autres aspirants migrants, j'avais appris qu'il y avait eu un naufrage avec beaucoup de morts. Mais j'étais loin de m'imaginer que chaque jour il y a des migrants noyés en Méditerranée. Je ne l'ai su qu'une fois en Italie. Alors j'ai immédiatement compris, car j'ai revu mon bateau.
C'était un zodiac bricolé pour transporter une centaine de personnes, un canot gonflable au fond duquel des planches en bois avaient été rajoutées pour le renforcer. Finalement nous n'étions que 88 (presque tous des Maliens) : une chance pour nous, ces quatre gars qui s'étaient enfuis et ces dix autres restés dans la maison sans fenêtres, la charge était moins lourde. Par la suite j'ai su que des bateaux semblables transportent jusqu'à 140-150 personnes, ce sont ceux qui coulent normalement.

Le soir même, vers 22 h, on nous a fait embarquer. On nous a fouillés, enlevé toutes nos affaires, nos documents et nos dossiers précieusement conservés pour montrer en Europe nos titres et nos compétences ; de plus, sans portables, impossible de communiquer ; si nous mourions, personne ne saurait ; et rien sur nous, impossible demain d'identifier nos cadavres. Une fois à bord, nous avons appris que nous allions seuls à l'aventure, les passeurs restaient à terre. Ils ont nommé un « capitaine », un jeune Gambien qui s'y connaissait un peu, ils lui ont donné un talkie-walkie pour parler avec eux en cas de besoin (avec l'ordre de le jeter à la mer une fois repérés par les Italiens) et une boussole. Il ne fallait pas s'écarter de la direction de la flèche, le nord, on finirait par être aperçus par la marine italienne, alors nous serions en Europe.

Nous sommes partis, la mer était calme, elle l'est restée toute la nuit. Le lendemain vers 13 h un grand navire de guerre accompagné d'un hélicoptère nous a aperçus, on était sauvés. Je suis arrivé en Italie le 20 mars.

Lamine. Dès que mon frère m'a appelé d'Italie, je suis parti moi aussi. Mais sans passer par le Niger. Un ami m'avait téléphoné : surtout pas le Niger, c'est l'enfer ! la route la plus sûre est encore le nord du Mali malgré la guerre. Grâce à cet ami je n'ai pas eu à subir les mêmes épreuves que mon grand frère. Vous voyez combien elle est cruelle cette guerre sans nom menée contre les migrants subsahariens, beaucoup plus dangereuse qu'une guerre ouverte et déclarée.

On était 25 (que des hommes maliens et une minorité d'Ivoiriens) sur un seul pick-up. On avait tous très peur, on allait traverser la zone des rebelles du MNLA. Mais le voyage s'est très bien passé, sauf que l'argent payé au passeur de Bamako ne comprenait pas la somme due aux rebelles pour continuer, 40 dinars chacun. Nous nous sommes arrêtés quelques fois, comme à Tamanrasset en Algérie ; nos routes se séparant, il fallait former de nouveaux convois. Mais le voyage n'est devenu fatigant qu'à la frontière libyenne et après. D'abord pour gagner Ghadamès, les 35 que nous étions, en minibus depuis Tamanrasset, nous avons dû descendre et marcher cinq heures la nuit dans le désert en suivant un guide touareg ; puis le jour suivant, quand de Ghadamès nous sommes partis à quinze pour Tripoli, couchés sur un pick-up et cachés sous une bâche. Toute une journée, ça a été très fatigant. Mais rien de comparable à ce qu'a passé mon frère. Je n'ai souffert ni de la soif ni de la faim, on nous apportait des mets tout préparés, et, cette nuit-là, nous avons dormi dans un champ. Jamais on ne m'a menacé avec des armes. Nous avons mis deux jours, changé deux fois de voiture pour Tripoli, l'entrée s'y est faite aussi au moyen de taxis.

Dès le lendemain nous sommes repartis à huit pour une villa au bord de la mer, à une demie-heure de route. Cette vue immense que je découvrais, c'est impressionnant, la première fois ; mais je n'ai pas été aussi frappé que mon frère, j'étais préparé par tout ce qu'il m'en avait dit au téléphone.

Dans cette villa abandonnée je suis resté un mois. À mon arrivée, dans les trois pièces il y avait une vingtaine de personnes. Puis, jour après jour, d'autres sont venues s'ajouter, au plus fort on était exactement 125. Les pièces étaient grandes, mais l'encombrement était tel qu'on n'arrivait pas à bouger, même le jour ; alors la nuit, dormir, c'était très dur. Couchés sur le côté, les uns contre les autres, tout le monde était coincé et on ne pouvait faire aucun mouvement. Pour te retourner, pas moyen de le faire sans te lever et déranger tes voisins. Rien d'étonnant si pendant ce mois quatre gars sont tombés malades d'une assez forte fièvre. On les a amenés à Tripoli pour les soigner, ils sont revenus guéris dix jours après, le jour du départ.

Au moment d'embarquer on nous a tout enlevé : documents, portables, même nos ceintures. Avec l'agrafe tu peux crever le bateau pneumatique, paraît-il… il faut être fou ! Il ne nous restait que nos vêtements sur nous. J'ai fait deux départs, le premier s'est mal passé. On nous a fait monter à 145 sur le bateau, un zodiac gonflable comme celui de mon frère. Par chance on était encore tout près du rivage. Une centaine de mètres, même pas, et ça a commencé à faire eau. Ça rentrait par le fond, par les planches de bois rajoutées pour porter un si grand nombre de gens. Ceux qui savaient nager se sont jetés à l'eau, notre capitaine (lui aussi un Gambien de 18 ans) a fait demi-tour, une fois au rivage l'eau nous arrivait déjà au bassin, mais ceux qui, comme moi, ne savaient pas nager ont pu débarquer sains et saufs.

Si cela s'était passé en haute mer ?… Nous avons commencé à comprendre combien dangereuse pouvait être cette traversée. Nous avons discuté avec les passeurs, ils ont convenu qu'il fallait moins de personnes sur le bateau. Une semaine après nous étions 110 (trois quarts Maliens, hommes, et aussi trois femmes nigérianes). Avec le même capitaine à la barre on est partis vers 20 h, la mer était bonne, le lendemain vers 10 h un navire de la marine italienne nous a aperçus.

Pendant tout ce mois en Libye, au bord de cette mer, je n'ai jamais entendu personne parler de tous ces milliers de migrants, morts noyés, et les autres l'ignoraient comme moi. Ce n'est qu'en Italie que j'en ai entendu parler. La première fois ça a été sur le navire même qui nous a recueillis, ils parlaient d'un important naufrage arrivé la veille. Par la suite j'en ai appris beaucoup plus, aussi faut-il que je précise ce que j'ai dit tout à l'heure. Une guerre qui ne dit pas sans nom, une guerre beaucoup plus meurtrière qu'une guerre déclarée, est menée contre la jeunesse africaine. C'est mon avis.

Le prochain **Forum social mondial**, prévu pour mars 2015, se tiendra, comme en 2013, à Tunis. La *Coalition internationale des sans-papiers et migrants* et la *Coordination de sans-papiers de Paris* ont, même pour 2015, la ferme intention d'y faire retentir la voix des migrants sans-papiers (sur les espoirs et la déception de la participation de 2013, voir *la Voix des sans-papiers*, numéros 10 et 11). Pour assurer leur présence au forum, une demande de « délégation protégée » vient d'être déposée en France.

Ces migrants viennent pour la plupart des pays subsahariens. Dans leur route vers l'Europe, ils traversent les pays du Maghreb (y séjournant souvent pendant des années), où ils sont les victimes de persécutions raciales et d'exactions et crimes de la part des polices d'État. Le projet pour 2015 est ambitieux : arriver à Tunis par une caravane au départ du Mali, en traversant le Sénegal, la Mauritanie, le Sahara Occidental, le Maroc, l'Algérie. Pourquoi un si long parcours ? Pour expliquer sur place aux populations les naufrages et les noyades et les morts par milliers dont sont victimes tous ces jeunes qui quittent l'Afrique vers l'Europe, pour leur expliquer lesquels sont les vrais responsables : d'abord l'Europe elle-même, et ensuite les gouvernements africains à la solde des intérêts européens.

Jeunes Maliens

L'or ou l'émigration : ont-ils le choix ?

Le Mali est riche de son or – mais sa population ? Nous en avions fait le sujet d'un numéro de *la Voix des sans-papiers* il y a trois ans (n. 6, 26 octobre 2011, *L'or de Kéniéba*), le lecteur pourra y trouver peut-être encore matière à se questionner et à chercher un bout de réponse. Mais qu'en est-il au juste trois ans après ? Pourquoi un pays d'Afrique au sous-sol si riche, et non seulement en or, continue d'exporter surtout (comme d'autres pays africains au sol non moins riche) ses jeunes travailleurs poussés au désespoir et à l'émigration par le sous-emploi et la pauvreté des familles, et cela indépendamment de la guerre dans les régions du nord ? Pour faire bref : pourquoi ces jeunes Noirs vaillants et volontaires ne choisissent-ils pas plutôt « l'or » ? La réponse n'est peut-être pas évidente, mais la question n'est peut-être pas non plus si simple. Quoi qu'il en soit, questionné là-dessus par des amis, l'un des responsables de la Csp75 lors de l'occupation de la Bourse du travail de Paris en 2008-2009 et de l'occupation de Baudelique en 2009-2010, régularisé depuis en France, mais rentré au Mali, a bien voulu répondre. Sa réponse est d'autant plus intéressante qu'il travaille comme cadre dans une importante société minière du pays.

« Entre l'or et l'émigration, le choix n'est pas aisé ! Jugez-en plutôt. Pour les orpailleurs, qui s'engouffrent dans les entrailles de la terre à la recherche du métal précieux, les risques encourus sont trop élevés : éboulements, asphyxie, absence d'autorité de l'État, attaques régulières des petits exploitants par des bandits qui laissent souvent des cadavres sur place. Et à côté, une grande pollution liée à la méconnaissance des techniques modernes d'exploitation. En dépit de cela, de leur caractère informel, on rencontre sur ces sites un monde fou, estimé (en 2002) à plus de 20000 personnes sur l'ensemble du territoire.

« Quant à l'exploitation industrielle, "il n'y a pas photo", comme disent les enfants. Dans le seul site où je travaille il y a plus d'une vingtaine de sous-traitants avec un personnel dépassant 2000 personnes. L'or ne brille pas pour les populations, *titrait le 1er juillet dernier* le Républicain, *quotidien d'information de Bamako. Pourtant, selon M. Sangare, président du Groupe de suivi budgétaire, le secteur minier est devenu depuis quelques décennies la clé de voûte de notre économie, avec un apport de plus de 275 milliards de francs Cfa en 2012, soit 70% des exportations et 8% du Pib. La troisième place de notre pays, en Afrique, en termes de production aurifère, derrière le géant sud-africain et le Ghana, n'est pas usurpée. Il reviendrait à nos autorités de faire en sorte que l'or soit un levier de développement pour les autres secteurs économiques, tout au moins dans les zones de production. M. Sangare déplore justement que, malgré leur apport énorme à l'économie nationale, la plupart de ces zones demeurent très pauvres, et ne parviennent toujours pas à amorcer un début de développement.*

« Ce qui arrive aux migrants sur ces embarcations de fortune qui traversent la Méditerranée, est sans doute imputable avant tout à nos mauvaises politiques nationales. Rappelons-nous le slogan de campagne du candidat Ibk (Ibrahim Boubacar Keïta) : "le Mali d'abord !" Considérons ensuite ses actes, depuis qu'il est le président du pays. Ils démentent outrageusement ses promesses. Pour commencer il rénove son chez lui sur le budget national, au lieu d'habiter la résidence habituelle des présidents ! puis il acquiert, malgré le Boeing en parfait état laissé par son prédécesseur, un avion à près de 20 milliards de nos francs ! Est-ce que c'est l'achat d'un deuxième avion présidentiel la priorité du Mali ? alors que, pour ne mentionner que ça, notre armée manque de tout ! alors qu'il est surtout urgent de construire des écoles partout dans le pays !

« La question reste en somme entière sur le choix pas forcément cornélien entre l'émigration et l'or. »

Yene Fabien, Afrique Survie Migration

Extrait d'emission radio

(Source : FPP, 4 septembre 2014, adaptation)

Je viens pour la troisième fois à l'antenne vous parler des Subsahariens au Maroc. L'heure est très grave. Ils subissent une répression féroce. Je vous avais parlé de ceux qui ont été précipités d'une terrasse du quatrième étage. Sur cet assassinat la police n'a pas encore ouvert une enquête. À l'heure où je vous parle, il y a des manifestations devant le bâtiment des Nations Unies à Rabat, les Subsahariens se sont mobilisés devant leurs ambassades pour dénoncer ce qui s'est passé dans la nuit du 29 au 30 août. Un Sénégalais du nom de Charles Ndour a été égorgé. Les fois précédentes, comme pour les deux Camerounais d'il y a quelques jours, c'était des « accidents », ainsi qu'ils ont l'habitude de le dire.

Il y a des dizaines et des dizaines de blessés graves. On me dit ce matin qu'un autre Camerounais a rendu l'âme, et qu'un Ivoirien est dans un état très grave. Il y a tout un syndicat de « radicalistes » qui s'est créé à Tanger. La population parle de syndicat raciste contre les Noirs. Il recrute et finance des jeunes désoeuvrés et les pousse à commettre ces agressions.

Le plus étonnant c'est l'hypocrisie des associations marocaines avec qui nous travaillons depuis des années. Dans les réseaux des migrants, on présente l'info avec photos à l'appui, mais des militants marocains ont envoyé dans les mêmes réseaux des vidéos où on les voit apporter assistance aux migrants. Ces vidéos datent de plusieurs années ! histoire de donner le change.

Aujourd'hui, il y a du nationalisme parmi ces militants. Ils prêchent l'abandon de la solidarité internationaliste entre et avec les migrants, lorsqu'ils disent qu'il ne faut pas présenter le Maroc comme un pays raciste. Ici en France il y en a qui portent leur solidarité et qui disent : il y a du racisme chez nous, de la xénophobie, il faut régulariser les sans-papiers, etc... Mais ces militants marocains qui à l'heure actuelle se positionnent ainsi sur le nationalisme, là je ne comprends pas. Les migrants au Maroc sont abandonnés à eux-mêmes, c'est ça la vérité.

Il y a encore pire. Voilà 10 jours une fosse commune a été découverte : des dizaines de cadavres de migrants subsahariens ! Cette fosse était juste en contrebas du grillage de Melilla, côté marocain. Sur terre marocaine, et personne n'en parle !

Voilà la situation. Ce ne sont plus seulement des actes gratuits isolés. Aujourd'hui, on égorge les migrants de manière organisée. Ce n'est pas très loin des images qu'on voit de la Syrie, de la Palestine.

On parle d'aller au Fsm de Tunis en 2015, migrants et sans-papiers, parce qu'il faut que l'Afrique s'organise. Il s'est passé quoi à Tunis en 2013 ? Les Subsahariens n'y ont joué que le rôle de bouche-trous. Il faut en finir avec ce jeu où ce sont les représentants des organisations qui parlent pour les migrants. Aux Maghrébins, il faut leur rappeler que le Maroc est vraiment en Afrique, il ne faudrait pas qu'ils prennent les migrants Subsahariens comme un marche-pied pour arriver à demander leurs subventions à l'Europe. Oui, il faut que l'Afrique noire se réveille, mais il ne faudrait pas qu'elle se réveille encore une fois au profit des autres !

MIGRANTS SANS-PAPIERS CAMEROUNAIS

C'est la guerre aux droits de l'homme et des gens

Landry, Loïc, Thierry, trois jeunes migrants camerounais : les deux premiers venant de Douala, le grand port sur le golfe de Guinée, le troisième de l'ouest du Cameroun. Frais arrivés en Europe, ils sont actuellement en Allemagne, à Berlin, où *« on lutte vraiment pour les immigrés »* (Landry). Ils ont été interviewés à Paris à l'occasion d'une rencontre de la Coalition internationale des sans-papiers et migrants (CISPM), où ils étaient présents pour *« qu'on se mobilise beaucoup cette année pour la lutte des sans-papiers »* (Thierry), et puisque *« c'est l'heure de se lever et lutter pour les immigrants »* (Landry).

Tous les trois sont arrivés en Europe par Tanger et le détroit de Gibraltar après avoir traversé le Sahara, l'Algérie et le Maroc. En confrontant cet article avec l'article p. 4-6, l'impression est qu'ici se perpétuent des pratiques plus connues, « artisanales », pour ainsi dire, cette route restant celle des migrants (débrouillards voyageurs) qui vont à l'aventure comptant sur leurs forces (sur les moyens qui se présenteront sur place au cours des étapes successives), alors que la route libyenne paraît se structurer déjà selon une logique différente, de la « prise en charge totale » (prix « tout compris » du départ à la fin, au moyen d'une filière d'intermédiaires locaux), qui préfigure l'avènement d'une industrie du « voyage organisé » pour migrants : la traite, sur le marché du transport, de troupeaux d'esclaves « volontaires » et confiants (de plus en plus jeunes, candides, vite acculés au mur et au désespoir, ceux venant d'Afrique noire). Quoi qu'il en soit, cette route marocaine aujourd'hui moins fréquentée, et, semble-t-il, un peu moins meurtrière que celle de la Libye, a eu et continuera d'avoir ses jours de gloire macabre dans les annales de l'émigration subsaharienne, son lot annuel de migrants noyés dans les eaux périlleuses, ou massacrés auparavant, à terre, par les sbires des polices maghrébines à la solde des politiques d'immigration européennes. Dans les mémoires perdure le souvenir des événements d'octobre 2005 à Ceuta et Melilla, les deux enclaves espagnoles en sol africain : double (aujourd'hui triple) rideau de grillages hauts de six mètres, coiffés de barbelés, avec miradors et caméras de vidéosurveillance, zone militarisée des deux côtés, espagnol et marocain, ainsi se présentent les murs de protection (rénovés et renforcés en 2009 notamment avec des barbelés à lames de rasoir et financés par l'Europe) des deux seules frontières terrestres européennes avec l'Afrique. En octobre 2005, une dizaine de morts officiellement recensés (plus de 15 d'après les associations de migrants) tués par balle autour de ces hauts rideaux de fer, un nombre non précisé de blessés graves, des centaines de déportés abandonnés dans le désert sans eau et sans vivres… Peu de chose, il est vrai, à côté des milliers de morts par noyade que relatent neuf ans plus tard nos chroniques méditerranéennes quotidiennes.

Landry et Loïc ont traversé le désert par le Niger, aboutissant, via Agadez et Arlit, à Tamanrasset dans le sud de l'Algérie. Auparavant, pendant et après, Landry n'a pas rencontré de gros problèmes, ni au Nigeria ni au Niger même, ni aux frontières ni en Algérie. Ça n'a pas été la même chose pour Loïc, à peine avait-il posé le pied au Nigéria qu'il a été emmené au poste, fouillé. S'il a pu échapper une première fois au rançonnement grâce à l'intervention d'une femme policière, il n'y a pas échappé deux jours plus tard, à Sokoto, avant la frontière nigérienne.

« Les policiers n'ont pas voulu regarder mon laissez-passer délivré à la barrière du Cameroun. Ils m'ont demandé 10 000 naïras, environ 32 500 francs CFA*. Je les ai priés de me laisser passer au nom de Dieu, je n'avais pas cette somme sur moi. Ils n'ont rien voulu entendre, le chef m'a électrocuté, il m'a mis sur le cou quelque chose comme une torche électrique, ça a été terrible, j'ai cru mourir. Ils m'ont porté dans une cellule et m'ont fouillé. Pour me faire sortir l'argent, ils ont sorti leurs couteaux, m'ont menacé avec les matraques. Je me suis mis à genoux, je les ai priés, ils m'ont dit : ou tu payes ou tu ne sortiras jamais d'ici. Je leur ai donné les 10 000, tout ce qui me restait. Par chance j'avais déjà payé la voiture pour la frontière. Une fois au Niger j'ai appelé ma copine, elle m'a envoyé un peu d'argent et j'ai pu payer la connexion pour Arlit. J'ai fait six mois d'aventure pour venir en Europe, ça avait bien commencé. »*

À Arlit, Landry a travaillé deux semaines comme manœuvre pour un Touareg, il a été correctement payé et a pu passer à Tamanrasset avec un convoi de trente migrants sur un pick-up conduit par deux Touareg. Loïc a encore joué de malchance. À l'entrée d'Arlit il y avait la police, son groupe a dû payer la « taxe » : lui s'en est tiré avec 10 000 francs, mais d'autres ont payé jusqu'à 30 000. Ceux qui n'ont rien donné sont restés sur place. Dans cette dernière ville du désert il y a plusieurs affaires de transporteurs-passeurs, plus ou moins familiales, on peut faire jouer la concurrence. C'est ce que Loïc et d'autres Camerounais ont fait. Et les voilà partis à sept, accrochés aux cordes d'arrimage, sur deux pick-up si chargés de sacs de marchandises qu'ils ont dû se livrer à de véritables exercices d'équilibre pour ne pas être envoyés sur le sable. Le soir tombant, ils ont croisé deux antilopes. Et les Touareg de les poursuivre jusqu'à ce que, épuisées, elles se laissent attraper. Ils les ont égorgées. Il faisait déjà nuit quand, les deux bêtes grillant sur le feu, ça promettait un bon et abondant repas pour tout le monde.

« Mais des bandits du désert (quatre Touareg habillés militairement) se sont approchés inaperçus sur un pick-up, tous feux éteints. Tout à coup ils ont commencé à tirer sur nous. On était couchés en bas de nos voitures, les balles sifflaient. Nous avons fait la marche militaire sur les coudes, en zigzaguant pour esquiver les balles. Ils se sont emparés d'un de nos pick-up, avec lui et le leur, les phares braqués dans la nuit, ils nous ont repérés un à un. Ils nous ont fait mettre à genoux, mains tendues, nous intimant de leur remettre notre argent, autrement ils allaient nous tuer tous. Nous avons vidé nos poches. Le peu d'argent qui me restait de ma copine, mon portable, ils ont tout raflé. Nos chauffeurs aussi y sont passés. On avait cinq bidons de carburant et dix bidons d'eau. Ils ont vidé toute l'eau, et aussi le réservoir d'un pick-up. Ils sont repartis en emportant l'autre avec les cinq bidons de carburant, plus un turaya (téléphone satellitaire utilisé dans le désert). Nous sommes restés là sans bouger, toute la nuit, terrorisés. Je priais. Plus de carburant, plus d'eau, la voiture vide, qu'allions-nous devenir, dans ce désert ?… Au petit matin, un des chauffeurs s'est mis à creuser le sable, il en a sorti un deuxième turaya qu'il avait caché. Il a appelé Arlit. Vers 14 h deux voitures sont arrivées, nous avons pu repartir pour Tamanrasset, que nous avons gagné sans plus rencontrer d'obstacles. »

Thierry a fait un parcours différent. Avec un ami ils ont longé la côte jusqu'à Cotonou au Bénin, où ils ont connu un Malien venu récupérer sa voiture. Ensemble,

ils sont remontés jusqu'à Bamako. Tandis que son ami continuait pour l'Europe, Thierry s'y est arrêté longtemps, trois ans et demi. Quand il a perdu son travail, il s'est décidé.

« J'avais peur, à quoi bon m'aventurer dans le désert ? il n'y a que du sable ! Mais mon ami me disait : Thierry, il faudrait avancer, c'est en Europe qu'il y a du travail. Alors j'ai pris courage. J'ai traversé lors de l'intervention française au Mali. Jusqu'à Gao j'ai pris le car. À l'entrée de la ville, les soldats ont fouillé tout le monde à la recherche d'armes. Le soir venu, ils nous ont accompagnés à la gare routière où plusieurs passeurs étaient en attente. Le lendemain matin nous avons embarqué (à environ 80) sur deux camions, les pick-up étant interdits : utilisés normalement par les bandits du désert, ils peuvent devenir des cibles de l'armée. Le soir, à un contrôle de la MISMA [mission internationale de soutien au Mali] *dans un village, on nous a défendu de continuer : route dangereuse. Deux jours avant un camion et ses occupants avaient été dépouillés de tout. On est repartis le lendemain matin escortés par huit pick-up de la MISMA, quatre devant et quatre derrière, jusqu'à Kidal où nous sommes arrivés dans l'après-midi. Deux heures plus tard on était déjà repartis, sans escorte : on a préféré passer la nuit dans le désert, les chauffeurs l'estimant plus sûr. Dès l'aube, nous revoilà en route jusqu'à ce que les bandits dont on nous avait parlé, c'est-à-dire les rebelles, nous arrêtent. Après paiement de 1000 francs CFA chacun, nous avons pu débarquer, et ils nous ont trouvé les pick-up pour continuer. En territoire algérien, plusieurs convois se sont formés pour Tamanrasset, où nous sommes arrivés le surlendemain sans encombre. »*

Loïc : *« À Tamanrasset chaque matin des camions passent dans la placette appelée place Tchad pour embarquer ceux qui cherchent du travail. J'ai travaillé une semaine, c'était chaque jour différent : maçonnerie, plomberie, chargement et déchargement de camions… La nuit je dormais dans la rue. »*

Arrivé à la frontière nord-ouest, après une première tentative nocturne ratée, Thierry a suivi les instructions d'un frère au Maroc et il est passé en longeant les rails entre Maghnia (Algérie) et Oujda (Maroc). *« J'ai traversé à 19 h 22, à l'heure de la prière marocaine »*. Ainsi il a pu rejoindre d'autres migrants dans la forêt près de Nador, au sud de l'enclave espagnole de Melilla.

« La forêt de Gourougou, c'est un lieu où il y a toutes les nationalités qui cherchent la traversée pour l'Europe. Lorsque j'arrive, début mars, je vois les migrants : au moins mille du côté malien, côté camerounais au moins 700, ivoirien au moins 200 : ça faisait au moins 3000 dans le camp. Il n'y avait pas à manger mais il y avait les infos pour traverser. J'ai passé deux semaines sans me laver, sans me changer, sans rien faire à part dormir en attendant la "frappe" qui devait avoir lieu. Avec une centaine de compatriotes j'étais dans le "bunker", un abri de fortune fait de grosses pierres, en forme de coupole, c'est là qu'il y a le "ghetto" camerounais. La nuit de la frappe, nous étions environ 700. Vers 2 h du matin on a commencé à avancer vers Melilla à pas de loup, en silence, en nous cachant. Vers 5 h on était tout près. Mais les gardes nous ont vus, ils ont donné l'alarme. Nous avons couru à l'assaut, les gardes ont tenté de nous arrêter avec les voitures (beaucoup de voitures, une cinquantaine au moins), en nous frappant à coups de gourdins, en lançant sur nous de grosses pierres. Je ne sais pas si c'était la police marocaine, ils n'étaient pas en tenue, ils nous frappaient en silence, sans rien dire, les chefs non plus ne disaient rien, ils étaient en civil avec de gros bâtons, il y avait des blessés graves, le sang coulait un peu de partout. Un renfort est arrivé mais nous avons forcé le passage en lançant des pierres à notre tour. Nous avions les crochets, nous les avons lancés sur les barrières, avons tiré et fait tomber des barbelés, une dizaine de nous ont pu passer. Beaucoup de voitures de la guardia civil [gendarmerie espagnole] *étaient arrivées du côté espagnol de la barrière. Une quinzaine d'autres et moi étions en haut des grillages, blessés, montrant nos mains, nos bras, nos visages ensanglantés. On était en terre espagnole, mais la* guardia *nous empêchait de descendre, elle empêchait aussi les journalistes de filmer. La Croix rouge espagnole était là. Nous savions que quand des migrants sont blessés sur les barrières, elle doit pouvoir les secourir. Mais la* guardia *non seulement l'en a empêchée ; après plus de deux heures que nous étions là-haut, tout couverts de sang, elle a commencé à lancer des lacrymos contre nous. Nous sommes descendus, on était en territoire espagnol. Alors les Espagnols qu'est-ce qu'ils ont fait ? ils nous ont menottés, ont ouvert les portes et nous ont repoussés au Maroc : c'est ça leur frontière, la guerre aux droits de l'homme et des gens ! La Croix rouge marocaine elle a dit : il faut les amener à l'hôpital, ils répondent non. Tout blessés que nous étions, on nous a mis, environ 300, dans les cars de refoulement pour Rabat. Tout le monde avait des béquilles, mais nous y avons été abandonnés comme ça dans les rues, sans soins, sans nourriture, sans rien. Les gars autour de moi, aucune association ni personne ne nous a aidés. J'ai appelé ma famille au Cameroun, j'ai reçu un peu d'argent pour soigner mes blessures, j'avais mal aux reins car une barrière était tombée avec moi. Plus tard j'ai décidé d'aller voir du côté de Ceuta, mais j'ai été arrêté dès mon arrivée. Pas par la police, par la population : ils ont appelé la police qui est venue me prendre. Après, je suis allé du côté de Tanger où on m'avait dit qu'il y a des occasions de passer. J'ai essayé deux fois et ça n'a rien donné. La première, notre zodiac s'est percé en pleine mer, la marine marocaine nous a secourus. La deuxième, on était près des eaux internationales, mais la marine a été appelée par un bateau marocain. Le problème c'est qu'ils viennent, il y en a qui ont mal et qui vomissent, on demande des médicaments, ils ne nous donnent rien, ils nous enregistrent et nous relâchent comme ça. Ça a marché la troisième fois. J'ai trouvé des gars qui en attendaient d'autres pour atteindre la somme. On y est allés vers 3 h du matin, nous étions sept sur le zodiac. Nous avons pagayé pendant sept heures, ça a été très dur, la mer était agitée. La ligne internationale passée, nous étions à l'eau, mais la Croix rouge espagnole nous a vus, nous a repêchés. C'était fin avril. »*

Loïc : *« Moi je suis resté à Maghnia un mois. Par le froid qu'il faisait, la nuit, quand on tentait de passer les Marocains nous arrêtaient et nous fouettaient. Les Algériens nous aidaient, ils tiraient en l'air, et les Marocains s'enfuyaient. Je dormais dans un endroit nommé le bunker, une ancienne base militaire souterraine, on y était une centaine… »*

Un quatrième Camerounais qui jusque-là a assisté à l'interview sans mot dire et sans dire son nom, intervient pour mettre les points sur les i, les Algériens ne sont pas moins féroces que les Marocains : *« Ce bunker, c'est bien connu, la police algérienne y fait ses descentes, ils viennent, ils tabassent tout le monde, ils arrêtent, ils chassent, y mettent même le feu, avec des morts ! »*

Loïc convient que les gens du bunker sont la proie des rafles des flics algériens. À propos de la violence policière, il parle de ses tentatives ratées : *« Sept fois j'ai essayé d'entrer, chaque fois un groupe d'une quinzaine de personnes, la nuit. Ça marche comme ça. Il faut passer par le fossé creusé côté algérien, profond de 5 mètres et long de plusieurs dizaines de kilomètres jusqu'à Tlemcen ; puis, côté marocain, il y a un grillage haut de 2 mètres. Ces deux obstacles passés, il faut courir un cent mètres : si tu passes sans être attrapé par les chiens ou les policiers, tu peux rester. Mais si les chiens aboient et que*

les policiers te braquent les torches dessus, tu n'y échappes pas, tu as beau te cacher, tu es repéré, pris, sauvagement fouetté. Ils te laissent dormir dehors dans le froid glacial, et le matin te réexpédient en Algérie. Quand j'ai vu la difficulté, je suis allé tout seul par un chemin du côté de la mer. J'ai été découvert par des policiers algériens dans un village, ils m'ont pris tout mon argent et m'ont dit de disparaître, j'avais juste deux minutes. Je suis allé du côté de Nador et de Melilla, qui est déjà l'Espagne, j'ai participé à une frappe d'une centaine de gars le lendemain de mon arrivée. Les quatre gardes-frontière ont reculé devant notre nombre et nous avons pu placer nos échelles contre les barrières. Ils ont sifflé, mais le temps que les renforts arrivent trente d'entre nous étaient déjà passés. Moi je n'ai pas pu, j'étais tout cassé, pieds cassés, vêtements déchirés. Rentré à Gourougou, j'ai réfléchi, je suis allé me rendre à la police. Avec une vingtaine d'autres j'ai été refoulé vers Rabat. À côté de Fès, pour passer la nuit on voulait nous faire descendre en rase campagne, voyant l'endroit nous avons refusé. Ils ont appelé des renforts, nous sommes descendus sous les coups des bâtons. Sauf une fille enceinte : dans son état elle ne pouvait pas dormir à découvert. Les policiers ont déplacé le car, ils ont commencé à frapper la fille, à lui tirer les cheveux, ce qui en pays musulman ne se fait pas. Nous nous sommes approchés, la bataille a commencé. Les policiers ont sorti leurs épées et couteaux, blessé plusieurs assez gravement, aux mains, aux bras, mais nous avons pu nous enfuir avec la fille. À Rabat, je suis resté quatre jours, à Tanger un mois. Je suis allé aussi à Ceuta, mais on m'attrape à la barrière, je retourne à Tanger. J'essaie d'intégrer un convoi : ceux qui ont pris mon argent ont pu l'intégrer, pas moi. Plus d'argent, plus de convoi, je me suis mis à faire la manche. Quand tu demandes de l'argent, les Marocains crachent au sol, certains, comme à Rabat, crachaient même sur moi : pourquoi tu viens là ? Je répondais : je suis orphelin de père et de mère, maintenant j'ai une famille, je suis sorti pour me battre, pour aider mes frères, leur montrer le bon exemple. Ce commerce que j'ai fait pour aller en Espagne, et puis l'aide d'un cousin qui était à Tanger, j'ai eu assez pour le convoi. Mais un garde-côte marocain nous arrête, ils nous séquestrent le zodiac et tout, sauf que j'ai réussi à garder la pompe à air, en échange j'ai pu intégrer un autre zodiac. La traversée a été difficile, la mer grosse, un frère est tombé à l'eau à plusieurs reprises, je l'ai secouru. Finalement la Croix rouge est venue nous chercher, c'était en juillet dernier, au large de Tarifa. Juste de l'autre côté du détroit. »

Landry : *« Moi j'ai fait un autre chemin. De Tamanrasset je suis allé à Alger où j'ai des amis. J'y suis resté presque un an, je travaillais dans le bâtiment. J'ai été arrêté trois fois, la première en octobre 2013, puis en décembre, la troisième en février. Chaque fois j'ai fait un mois de prison, et chaque fois j'ai été condamné à un an par faute de papiers. La troisième fois, on m'a rappelé une semaine après, on m'a réduit la peine à six mois. Puis on m'a rappelé, on m'a confirmé la peine mais avec sursis, j'ai été libéré et j'ai été appelé par le* HCR [haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés]*, on m'a délivré un papier de trois mois renouvelable. Je travaillais sans problème quand un ami m'a appelé de Paris, il m'a dit d'aller au Maroc, c'est là que passent les immigrés cherchant l'Europe. Alors j'ai connu ceux qui font la "connexion" à 2 500 euros, ceux qui passent avec le zodiac. Au Maroc, je suis entré sans problème avec un convoi de 22 personnes, nous avons suivi les rails. J'avais l'argent, quand tu as l'argent les portes et les frontières s'ouvrent. Des copains m'ont conseillé d'aller plutôt à la barrière vers Nador, le zodiac est trop dangereux. Dans la forêt, j'étais mort de fatigue, mal au jambes, partout, puis j'ai vu des gens la tête bandée, jambes et pieds cassés, avec des béquilles, mon cœur a fait un bond, il est tombé dans mon ventre. Au bout de trois jours j'ai pris le car pour Tanger, je voulais trouver la manière d'aller en Europe, mais ça n'a pas donné : un grand convoi qui demandait 2 000 euros. Je n'avais plus d'argent, il fallait que je mendie pour manger. Mais Dieu m'a aidé. Un ami avait payé son zodiac à Rabat, il m'a proposé : viens avec moi mon ami. C'était ma destinée de Dieu, que je devais passer. Nous sommes partis. On pagayait, on voyait en mer des convois d'autres personnes. On a vu un Sénégalais se noyer. À ce jour on ne sait pas son nom, ni ce que son corps est devenu... Nous, par la grâce de Dieu, après trois heures, nous sommes arrivés à la Croix rouge, très fatigués. Ils nous ont offert 60 jours sur l'île de déportation, et après on nous a envoyés sur Madrid. Je suis entré en Espagne le 4 juin 2014. »*

« Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres... Nous avons connu que nos terres furent spoliées au nom de textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres... Nous allons établir ensemble la Justice sociale et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail... Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté... Nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à ses enfants. Nous allons revoir toutes les lois d'autrefois et en faire de nouvelles qui seront justes et nobles. »

Patrice Lumumba, *Discours du jour de l'indépendance du Congo, 30 juin 1960*, prononcé en présence du roi des Belges. – Après ce discours, Lumumba fut l'homme à abattre au Congo. Ce fut chose faite six mois plus tard : martyr de l'émancipation des peuples noirs, criminel de lèse-majesté non seulement belge. Ce premier premier-ministre du Congo indépendant n'était pourtant pas un idéologue extrémiste, comme le prétendait la propagande occidentale. Il disait la vérité de fait sur son pays, il voulait y « procéder à la décolonisation mentale », mais surtout il voulait, non seulement dans ses discours mais aussi par ses actes, lutter pour que jamais plus ne se renouvelle « l'humiliant esclavage » de « l'oppression colonialiste » sur les populations noires. La vérité et le mensonge sur l'ex-Congo belge, sur ses populations massacrées depuis par millions dans la guerre « civile » permanente instaurée par les armes et le « droit du plus fort » (la plus meurtrière au monde depuis la deuxième guerre mondiale), plus que jamais éclatent au grand jour, un demi-siècle plus tard, malgré l'universelle conspiration du silence.

Le lecteur aura remarqué ce mot étrange, dans le titre du journal : **noyadés**. *Ce n'est pas une coquille, c'est voulu.* **Noyés** *nous a semblé faible, insuffisant à exprimer un phénomène extraordinaire et nouveau dans l'histoire humaine. Ce participe passé inventé pourra aussi bien faire penser à d'autres fameuses, quoique mineures, noyades de masse de l'histoire moderne française de l'Etat.*

Sans-papiers maliens : les « Baras »

Le droit des papiers n'est pas les droits de l'homme

Ce numéro consacré aux noyades en masse de migrants africains en mer, est une fois de plus occupé en grande partie par des témoignages de Maliens. Ce n'est pas un hasard. Notre aire d'enquête et de diffusion directe (sur papier) reste Paris, et en moindre mesure sa région, où la présence de Maliens à la tête des luttes et de la parole publique des sans-papiers est prépondérante depuis que, avec l'occupation de Saint-Bernard en 1996, le mouvement existe au grand jour. Le territoire du Mali actuel est souvent peuplé de populations à forte « tradition d'émigration » : mouvements plus ou moins temporaires, voire saisonniers, et presque exclusivement composés d'hommes en quête d'ouvrage. Contrairement aux discours de la peur tenus par le commun des politiciens français et européens qui sans vergogne parlent d'invasion de l'eldorado européen, il s'agit en priorité de mouvements transfrontaliers entre pays africains : ce ne sont souvent que les choix politiques et militaires des pays européens (et notamment de la France pour l'Afrique « francophone »), qui déterminent des « choix » différents, ou même transforment en *migrations subies* vers l'Europe des « migrations » qui ne l'étaient pas à l'origine.
Significatifs sont à ce propos les témoignages ci-dessous, de délégués du « collectif Baras ». Les deux premiers livrés le 19 août dernier à l'émission *la Voix des sans-papiers* (radio FPP, 106.3 fm) par Idrissa et Camara, nous en publions de larges extraits après adaptation à l'écrit. Le troisième apporté directement au journal par Michel.
Ainsi nommé d'après le nom du foyer Bara à Montreuil, ce collectif de sans-papiers a engagé la lutte pour la régularisation il y a deux ans, dans des conditions très précaires, qui se poursuivent avec l'occupation, depuis la mi-août, d'une agence désaffectée de l'ANPE, 72 rue René Alazard à Bagnolet.

Idrissa. Les Baras, c'est nous les Maliens qui étions en Libye depuis des années et qui avons dû venir en France avec la guerre et la chute de Khadafi. En Italie on a été placés dans un camp, certains y ont fait 18 mois, moi j'y ai passé un an. N'ayant toujours pas de papiers, j'ai décidé de venir en France. Ici tout le monde sait qu'à Montreuil les Maliens sont très nombreux. Je suis arrivé au foyer en juillet 2012. Quand la nuit tombait, je ramassais les cartons et je dormais dans le foyer. Après deux mois, le délégué du foyer a décidé que tous les gens venus d'Italie, on ne payait rien, on était là que pour le bizness : donc dehors ! Mais tous les jours arrivaient des gens d'Italie et on a commencé à lutter, sachant qu'on ne peut compter que sur nous-mêmes.
On a commencé fin 2012. On a manifesté à la mairie de Montreuil, on a expliqué notre situation : on était en Italie, ça ne va pas là-bas, on est venu en France, on était au foyer, maintenant on nous fiche dehors, on ne sait pas où aller. Mme Voynet nous a dit qu'ils n'avaient pas de logements pour nous, que chacun devait se débrouiller à sa manière. Les délégués du foyer nous ont donné 15 jours. Pendant ce temps chacun se prenait la tête en pensant aux policiers qui allaient nous chasser par la force. Au bout des 15 jours, ils ont effectivement appelé la police. Même le représentant de la mairie était là, le jour de notre expulsion, il nous a dit : on n'a aucune solution pour vous. On a fait trois mois : on dormait dans le métro, dans les jardins, dans les sous-sols… En mars 2013 Mme Voynet voulait nous disperser dans les foyers en Île-de-France, dans les campagnes. On nous a dit qu'il fallait chercher des solutions partout où c'était possible ailleurs qu'à Montreuil. Nous on a dit : Montreuil, c'est là que sont les Maliens, 80% de Maliens. On ne veut pas être divisés. On revient donc à Montreuil. Et la lutte, depuis 2012, continue. Aujourd'hui la situation est un peu compliquée. On est restés dix mois dans un squat, 124 avenue Galliéni à Bagnolet. Le 1er août on a été expulsés, ça a été violent. On a fait cinq jours devant la mairie de Bagnolet, le maire a appelé les CRS. On a trouvé refuge sous l'échangeur d'autoroute de Galliéni pendant trois jours, puis on a eu cette solution du 72 rue Alazar. Le jour de l'occupation, les policiers sont passés, puis un huissier. Ce qu'on compte faire ? nous on n'en sait rien, on sait pas la suite. On attend.
Camara. Devant la mairie, le maire nous a dit : la solution est de vous disperser. On a dit non, on veut être ensemble, régularisés ensemble. Quand on est arrivés sous l'échangeur, il y a eu des arrestations, 75 personnes. Les CRS savent qu'on est des sans-papiers, et pourtant ils nous arrêtent pour nous contrôler. Une fois libérés, on a décidé de squatter à nouveau, et ce n'est pas fini. Tant que le préfet ne nous reloge pas on est obligés de squatter les bâtiments vides. Pour les régularisations, le préfet a dit que c'est interdit de régulariser en masse, c'est fini en Europe. Si ça se faisait avant, c'est fini maintenant, c'est le cas par cas. Nous on veut pas ça, une personne par an, au compte-gouttes… le collectif fait 340 personnes ! On est jeunes, nous les Maliens, mais plusieurs nationalités sont là, tous des pauvres, même des Roms, donc le collectif demande plusieurs choses. Mais le plus important, ce n'est pas le logement, c'est les papiers. Ils veulent qu'on se disperse, ok, donnez-nous les papiers. Vous verrez : plus de squat. Car on sait faire, on va se débrouiller. Mais d'abord il faut les papiers.
Moi j'étais en Libye. La guerre a commencé en mars 2011, je suis resté jusqu'en août. Je ne savais plus quoi faire, les bombes tombaient sans arrêt. Je travaillais dans le bâtiment, il y avait plein de place, beaucoup de gens dormaient chez moi. Ils sortaient le matin pour aller chercher du travail, et le soir on ne les revoyait plus. C'est ça la guerre, ils étaient morts. Là, je me retrouve à l'ambassade du Mali, j'ai pris mon laissez-passer pour le pays, ça coûte dix euros. Je ne voulais pas venir en Europe, moi, mais Khadafi en a décidé autrement. Avant qu'il meure il a fait la guerre de plusieurs façons. Il a dit : puisque les Français ne veulent plus de moi comme président de la Libye, la France et l'Italie vont avoir leur part, on va leur envoyer tous les Noirs. Dans le collectif il y en a pas mal qui ont été embarqués de force comme moi. Ils se lèvent le matin pour aller au travail et hop, embarqués : soit vous partez, soit on vous tue ! On n'a pas le choix. Voilà comment on est arrivé ici sans payer un euro.
Déjà quand j'étais en Côte d'Ivoire la guerre m'a chassé. Les Français sont arrivés avec l'ONU, chaque nuit des gens mouraient. Le Mali a décidé de faire rentrer les Maliens, je suis passé par Sikasso, c'est ma région, mais je ne suis même pas allé chez moi, j'ai pris aussitôt la route de la Libye, car j'étais parti de Côte d'Ivoire sans rien. En Libye, on était vraiment tranquilles, j'y ai fait quatre ans. Je travaillais et chaque mois j'envoyais de l'argent à mes parents. Des gens comme moi, il y en avait pas mal en Libye, les Baras maliens ont tous vécu à peu près ça.
Idrissa. Moi non plus je ne souhaitais pas venir en Europe. Là-bas en Libye, où je travaillais j'étais bien. Je travaille, je paie mes impôts, sans demander à personne. C'est la guerre qui m'a fait venir en Europe. Comme Camara l'a dit, c'est la faute de la France, et maintenant qu'on est ici on nous refuse les papiers.

Nous ne sommes pas des voyous, tout ce qu'on demande c'est d'être régularisés. Si tu n'as pas de papiers tu n'es rien. Nous, on a la force de travail, nous sommes jeunes, la plupart on a moins de trente ans. On veut travailler comme les autres, être considérés comme les autres. C'est la galère qui nous pousse à squatter. L'État français n'a pas compris. Depuis qu'on est en France, moi par exemple, je n'ai jamais trouvé de travail, qu'est-ce qu'ils veulent qu'on fasse ? On doit bien s'habiller quand même, et manger. En Libye, on faisait des transferts d'argent à nos familles, ici on ne peut pas. On grappille à peine un ou deux euros pour pouvoir manger, c'est vraiment la honte ! Il faut que partout, dans la presse africaine, on dise aux gens de chez nous ce qui se passe en France. En Afrique on entend : France terre des droits de l'homme. Mais arrivés ici, on ne voit rien. De cette France, assez !

Camara. Je n'ai pas été à l'école, je n'ai pas honte de le dire. En Libye, il n'y avait pas les droits de l'homme, il n'y a que le droit des Libyens. Mais en France, ce que j'ai compris, les droits de l'homme, il y en avait davantage en Libye qu'ici. Une fois que tu quittes l'Afrique noire et que tu arrives en Libye, le lendemain tu vas au travail et ils ne te demandent pas tes papiers. En tant que jeunes d'Afrique noire, on est toujours ensemble, on travaille ensemble dans le bâtiment. Moi j'aimerais savoir : ici, le droit qu'on nous dit, où il est ? Le droit de l'humanité, il est où ? il est où ?

Idrissa. Tu as tes papiers, tu as tes papiers ? voilà ce qu'on te demande toujours !

Camara. On peut comprendre qu'il te faut des papiers français pour avoir ton droit. Mais ça, c'est le droit de ton papier, ce n'est pas les droits de l'homme.

Michel. Tout petit déjà, je rêvais d'aventure, j'avais la bougeotte. Je suis parti de mon village, Masgui, au sud-est du Mali, à 14 ans en 2007, pour aller travailler en Libye. J'ai tout de suite trouvé du travail et je n'en ai jamais manqué. En avril 2008, d'un jour à l'autre, on nous arrête, sans raison, mes copains et moi. J'ai fait huit mois de prison dans quatre établissements différents. Pas des centres de rétention, non, de vraies prisons. Deux mille Africains noirs ont été ainsi arrêtés en très peu de temps. Khadafi avait marchandé avec l'Europe : cinq milliards d'euros pour bloquer l'émigration subsaharienne. Ils ont alors commencé à rapatrier les migrants par charters entiers.

Dans les prisons les conditions n'étaient pas vivables. Pour manger, quand tu tombais sur deux ou trois poignées de riz, tu avais gagnée ta journée. La nuit, impossible de dormir. Tu bouges, et tu ne retrouves plus ta place. Accroupis, serrés les uns contre les autres jusqu'à étouffer. Il faisait une chaleur terrible. Tu peux bouger quand tout le monde bouge, quand il s'agit d'aller faire la queue pour manger, ou pour les chiottes. Et tu es heureux quand tu peux boire quelques gorgées. Un jour j'ai déniché un bidon d'eau : pendant qu'on me saute dessus, moi je le protège en me couchant dessus pour ne pas le lâcher. Les gardiens arrivent, ils dirigent la distribution. Je me suis tout de même arrangé pour en garder une bouteille pour moi. Se laver, c'était toute une affaire. La douche (trois pour toute la prison, plusieurs centaines de personnes), ça allait très vite : on y passe à quatre, à la course, les quatre suivants sont déjà là qui poussent, et ainsi de suite. Mais tout le monde ne peut pas se laver… L'enfer c'était aussi qu'on ne savait pas combien ça va durer. Pas de juges, pas d'avocats, pas d'infos… On a cru que c'était la fin. Certains sont morts.

Le 18 octobre 2008, on nous rapatrie au Mali, 420 personnes. Trois avions. Arrivés à Bamako, on nous amène au garage des pompiers… Mais on ne nous dit rien, rien n'est fait pour nous venir en aide. On pense quand même qu'ils vont nous donner les 300 dollars promis en Libye. Ils nous demandent ce qu'on a perdu dans l'expulsion… Mais ! on a tout perdu !… Finalement ils nous disent : si vous voulez rentrer au village venez à la gare, on vous paie votre billet. Alors je me suis cassé sans rien demander.

Ma mère et tout le monde croyaient que je suis mort. On disait : six mois dans les geôles de Khadafi, ça ne pardonne pas. J'étais au village à 22 h, il faisait nuit, des gens venaient me regarder jusque sous le nez pour voir si c'était bien moi. Ma mère pleurait. Il est vrai qu'en un an j'avais bien changé.

Je suis resté quinze jours, puis j'ai dit à ma mère : je retourne à Bamako. Et je suis reparti malgré tout ce que j'avais souffert. C'était comme une drogue. Tripoli, de nouveau. Et pourtant les Libyens ne nous traitent pas bien. On était un peu leurs esclaves, on nous accusait même de prendre leur travail. Puis quand la guerre a commencé, en 2011, des bandes de voyous ont commencé à attaquer les foyers, des bandes organisées par les policiers, je crois, pour voler l'argent des migrants. Avec la guerre, virage à 180 degrés : les flics n'arrêtent plus les Noirs pour les renvoyer chez eux, mais pour les mettre sur les bateaux ! C'était le nouveau chantage de Khadafi à l'Europe : ou vous m'aidez à écraser les révoltes ou je fais partir en masse les émigrés chez vous. Il nous a fait un appel : tous ceux qui veulent partir en Europe, en avant ! Les policiers venaient chercher les gens dans les foyers et les embarquaient de force. Beaucoup ne voulaient pas partir. Moi non plus. J'avais organisé ma vie, plus de bougeotte. Je travaillais depuis 2008, deux ans encore, pour finir ma maison au pays, et je rentrerais pour faire du commerce. Et voilà la guerre ! Pas de travail, on reste au foyer, plus d'argent. Et on maltraite les Noirs, on les considère des rebelles, on les accuse d'être les mercenaires de Khadafi… Tu parles ! je n'ai jamais tenu une arme dans mes mains… Je me suis dit : si je reste je vais être tué. J'avais deux amis nigériens et un copain, Issa, tous les trois tués. Beaucoup d'autres ont ont été tués, par les policiers ; la population dénonçait les foyers où, disaient-ils, il y avait des rebelles. C'est alors que je me suis décidé.

Je suis parti pour l'Italie le 2 novembre 2011, contre paiement de 200 dinars. Je n'ai pas eu à faire à un passeur au sens strict. Le soir, on entre au port dans un camion couvert, on embarque sur un bateau de taille moyenne. Ce bateau faisait partie, selon moi, de la campagne de Khadafi contre l'Europe : c'est ses policiers qui nous ont ouvert le passage sur le port. On était nombreux dans les cales, peut-être 300. Trois jours sans manger : car le bateau était en panne, la boussole morte, et la mer en tempête. Il y avait des bagarres, des gens perdaient la tête, il fallait les calmer, l'équilibre du bateau était en danger. Il y avait aussi des femmes, des enfants. Cette vision me revient, d'un Afghan qui monte sur la balustrade du pont, il se retourne vers moi en éclatant de rire, et il se jette à l'eau ! On l'a vu disparaître dans les vagues. Et puis encore un jeune Malien, sans crier gare, il saute à l'eau, on n'a rien pu faire. C'était le désespoir.

À l'approche de Lampedusa, on a été transférés direct sur un grand bateau pour la Sicile. Ensuite, internement en camp de rétention à Bari, dans les Pouilles. Huit mois plus tard on m'a donné une attestation de séjour et une OQTI *[obligation de quitter le territoire italien]*, on m'a lâché dans la nature. En tant qu'habitant de la francophonie, je suis entré en France le 12 novembre 2012. Depuis, je rame dans cette galère en région parisienne.